

# Assa Traoré : « Face aux violences policières, la France doit se lever et dire non »

20 juillet 2018 / [Entretien avec Assa Traoré](#)



Il y a deux ans, le jeune Adama Traoré décédait dans une gendarmerie quelques heures après son interpellation musclée. Depuis, le comité Vérité et Justice pour Adama se bat afin que l'État français prenne ses responsabilités. Ce samedi 21 juillet, il organise une grande marche contre les violences policières. Entretien avec

## Assa Traoré, porte-parole du Comité.

---

Le 19 juillet 2016, quelques heures après son interpellation musclée, Adama Traoré était déclaré mort dans la cour de la gendarmerie de Persan (Val-d'Oise). Mains menottées dans le dos, face contre terre. Ce jour-là, il devait fêter ses 24 ans. Les circonstances dans lesquelles ce jeune de Beaumont-sur-Oise a perdu la vie restent troubles. Le procureur évoquait alors une « *infection grave* » pour expliquer sa mort, puis une « *pathologie cardiaque* », omettant la présence d'un syndrome asphyxique — sans doute provoqué par la compression de son thorax par trois gendarmes — rapporté dans les deux rapports d'autopsie.

Depuis, l'enquête ouverte pour « *recherche des causes de la mort* », « *violences par personne dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné la mort sans intention de la donner* » et « *non assistance à personne en péril* » patine. Mardi 17 juillet, les experts médicaux viennent d'obtenir un nouveau délai pour rendre leur rapport sur les circonstances du décès. Car si la mort d'Adama par asphyxie est confirmée, son origine reste toujours à déterminer. Tout comme les conditions dans lesquelles le corps du jeune homme a été découvert.

Ce samedi 21 juillet, le comité Vérité et Justice pour Adama **organise un rassemblement dans la ville de Beaumont-sur-Oise**, « *pour mettre fin à ce système d'oppression* ».

*Reporterre* a rencontré Assa Traoré, la sœur d'Adama et l'une des porte-voix du comité.

---

### **Reporterre — Pourquoi ce rassemblement samedi ?**

**Assa Traoré** — Parce que cela fait deux ans que mon frère s'est fait tuer. Et cela fait deux ans que nous demandons justice et vérité pour Adama. La justice n'a toujours pas

été rendue, les gendarmes n'ont toujours pas été mis en examen, l'État n'a pas pris ses responsabilités.

Ce combat nous concerne tous. Depuis trois semaines, nous faisons la tournée de tous les quartiers d'Île-de-France, pour que l'on marche ensemble. Ce qui se passe dans nos quartiers peut arriver à tout le monde. Aujourd'hui, ce n'est plus la famille Traoré qui demande justice et vérité pour Adama, c'est la France entière.

### **En quoi est-ce un combat national ?**

Mon frère est un Adama parmi d'autres, tué par le système, tué par les gendarmes sous couvert de l'État, avec des techniques d'immobilisation qui sont interdites dans plusieurs pays européens. Notre État délivre des permis de tuer aux gendarmes et policiers. On en a encore eu la preuve à Nantes il y a quelques semaines, avec le décès d'Aboubakar Fofana. Tout cela doit cesser. Ils n'ont pas le droit de décider quand on doit vivre ou mourir.

Qu'on les approuve ou non, les lois nous touchent, et les lois répressives nous touchent en premier lieu dans les quartiers populaires. Les jeunes hommes de nos quartiers sont vus comme nuisibles, ils sont pointés du doigt dès leur plus jeune âge. Pour les policiers et les gendarmes, nos frères ne sont même pas humanisés. Donc on peut leur cracher dessus, les tutoyer... un rapport de violence est mis en place. Et qu'est-ce qui arrive suite ? On les viole et on les tue.

La France ne doit pas rester spectatrice, elle doit se lever et dire non. La peine de mort a été abolie, il n'y a plus de droit de vie et de mort sur qui que ce soit. Mais nos vies ne valent pas moins que celles des autres, nos vies valent d'être vécues. La police et les gendarmes doivent changer leur façon de faire très violente et indisciplinée.

**Voyez-vous une évolution dans les pratiques des gendarmes et des policiers, notamment depuis le changement de gouvernement ?**

La police des polices [*l'Inspection générale de la police nationale, IGPN*] elle-même a reconnu 17 morts lors d'opérations en 2017. Il y a donc plus d'un mort par mois, même si c'est certainement plus, car ce sont là uniquement ceux comptabilisés par la police. Le changement de gouvernement n'y a rien changé. Plus on avance, plus l'État est répressif. Et ça fait peur.

Tant que l'État laissera faire, les violences policières continueront. Mon frère en est la preuve : depuis deux ans, les gendarmes n'ont toujours pas été entendus, toujours pas été inquiétés. Que doit-on dire à la jeunesse française ? Aujourd'hui la police et les gendarmes peuvent nous tuer sans qu'il ne se passe rien. Nous menons le combat pour mon frère le plus calmement possible, mais il va arriver un moment où la jeunesse française ne pourra plus se contenir. On n'a plus confiance en la justice.



«Mon frère fait aussi partie de la France. Sa vie ne vaut pas moins que celle de ces footballeurs»

**Comment avez-vous reçu la réception et l'acclamation des footballeurs français, dont la plupart sont issus de quartiers populaires, par Emmanuel Macron ?**

C'est bien qu'on ait gagné, d'ailleurs les Africains sont pour beaucoup dans la victoire. Mais quand le président lance « *Vive la république vive la France* », en acclamant tous ces joueurs, quand il s'écrie « *C'est ça la France* », je lui réponds : non, ce n'est pas ça la France. Mon frère fait aussi partie de la France. Sa vie ne vaut pas moins que celle de ces footballeurs. Ils viennent des mêmes quartiers, ils ont la même couleur de peau. Mon frère n'a pas fait gagner la France, mais la France l'a tué. Alors ne faisons pas comme s'il n'existait que ces joueurs, comme si Adama Traoré, Aboubakar Fofana et tant d'autres n'avaient pas existé. Emmanuel Macron honore les footballeurs, mais il n'y a même pas eu un hommage pour Aboubakar Fofana. Il reçoit les footballeurs au palais de l'Élysée, mais il ne nous a pas reçu une seule fois.

**Avez-vous l'impression que la solidarité avec le combat Adama se développe hors des banlieues ?**

Oui, le combat Adama est un combat rassembleur. Bien sûr, c'est parti d'une force locale, c'est d'abord un combat chez nous, sur le territoire de Beaumont. Mais depuis deux ans, il est devenu national. Nous sommes invités partout en France, dans les villes et au fin fond des campagnes, et même ailleurs, au Kenya, en Allemagne, en Italie. Ce combat Adama n'a pas de couleur, n'a pas de frontières, n'a pas d'appartenance : en tant qu'être humain, on ne peut pas rester spectateur de la violence et de l'injustice.

Nous avons aussi été soutenir d'autres luttes parce que c'est ça aussi le combat Adama. Aux côtés des étudiants, des infirmières, des postiers, des cheminots, des femmes de ménage.

**Quel lien faites-vous entre ces autres luttes sociales et votre combat ?**

On a tous le même gouvernement en face de nous qui veut faire passer des lois sans écouter son peuple. Nous sommes tous dans ce même État anti-démocratique, où nos voix ne comptent pas, où les lois passent qu'on le veuille ou non. Et nous avons le même système répressif en face de nous. Seulement, dans nos quartiers, il est là depuis plus longtemps et il est plus violent.



«Nous sommes les premiers à être touchés. Mais Rémi Fraise est mort aussi à cause des gendarmes. D'autres ont perdu un œil, une main sur la Zad, un pied à Bure »

**Comment voyez-vous les violences commises à Notre-Dame-des-Landes, à Bure ou lors des mouvements sociaux ? On entend souvent que les banlieues seraient une sorte de « laboratoire » des violences policières...**

Quand les gendarmes et les policiers viennent dans nos quartiers, c'est comme s'ils étaient dans des camps d'entraînement. Ils viennent s'entraîner sur des corps humains. Nous sommes les premiers à être touchés, c'est pourquoi le plus grand nombre de morts se retrouve chez les Noirs et les Arabes. Mais ce sont les mêmes violences policières qu'ailleurs. Rémi Fraise est mort aussi à cause des gendarmes. D'autres ont perdu un

œil, une main sur la Zad, un pied à Bure.

### **Que faudrait-il pour arrêter ce système répressif ?**

Il faut renverser le système. Pour construire un système qui nous appartient, un système égalitaire, juste, démocratique, qui respecte sa population. Et concrètement, nous voulons que toutes ces techniques d'immobilisation utilisées par les forces de l'ordre soient interdites. Il faut désarmer ces policiers qui tuent avec impunité, et qui nous disent ensuite « *On ne l'a pas fait exprès* ». Et il faut revoir les formations des gendarmes, pour qu'ils n'arrivent pas dans les quartiers en étant préparés à taper et à humilier.

### **Qu'entendez-vous par révolution ?**

Toute la France doit se lever, toutes les personnes opprimées doivent aller dans la rue et renverser le système. Renverser cette mauvaise France, et remettre sur pieds une bonne France, qui ne tue pas, qui ne tape pas, qui écoute. Mes deux grands-pères ont fait la guerre 39-45 pour libérer le pays, ils se sont battus pour la République et pour la liberté, et cette même République leur a retiré leur petit-fils. Ce n'est pas normal. Il y a déjà eu des révolutions, nous devons avoir le courage, comme en 1789 ou en 1968, de nous soulever. Si on se lève et qu'on va tous dans la rue tous ensemble, on est plus fort.

- *Propos recueillis par Lorène Lavocat*

---

Lettre ouverte d'Assa Traoré au président Emmanuel Macron











*Publiée le 18 juillet 2018.*

Monsieur le président de la République, Madame la garde des Sceaux,

Dans quelques jours, mon jeune frère, Adama Traoré, aurait dû avoir 26 ans.

Avant le 19 juillet 2016, je n'aurais jamais cru qu'il serait nécessaire dans ma vie de m'adresser à vous.

Avant le 19 juillet 2016, je pensais avec force que les valeurs qui me sont chères, l'égalité, l'accès au droit et à la justice pour tous, étaient une priorité pour notre République, ne pouvaient être relatives à certains individus et certains lieux.

Avant le 19 juillet 2016, je refusais de croire qu'il est des vies qui comptent moins que d'autres.

Jamais je n'aurais imaginé, Monsieur le président de la République, Madame la garde des Sceaux, que mon petit frère, Adama Traoré, mourrait comme il est mort : comme un chien, gisant sur le bitume brûlant de la gendarmerie de Beaumont-sur-Oise. Pour rien, sans nous, sa famille, ses proches. Le jour de son anniversaire...

C'était il y a deux ans.

Le 19 juillet 2016, Adama portait un bermuda, un bob sur la tête, il promenait son sourire à vélo dans les rues de la petite ville où nous avons tous grandi, Beaumont-sur-Oise. Insouciant, et heureux de fêter, le soir, ses 24 ans. Il avait fait refaire sa pièce d'identité, la mairie avait prévenu le jour même que le document était prêt, il avait prévu d'aller le récupérer. Une journée comme une autre, en somme.

Jusqu'à ce que des gendarmes croisent le chemin de mon petit frère. Et tout a chaviré. Adama a fui, convaincu que les agents allaient le placer en garde à vue, puisqu'il n'avait pas sur lui sa carte d'identité. Course-poursuite. Chasse à l'homme. Plaquage ventral. Asphyxie. Malaise. Plus de pouls, plus de souffle. D'un coup. Arraché au monde, Adama. Terminée, sa vie.

Pourquoi cette mort en France, en 2016, dans une gendarmerie ? Comment cela se peut-il ?

Une interpellation qui a mal tourné, un accident, une bavure ? Non, rien de tout ça, Monsieur le président, Madame la garde des Sceaux.

Il s'agit de la vie de mon petit frère, précieuse comme celle de tout individu, comme les vôtres, comme la mienne. D'un drame, qui est aussi le vôtre. La vie d'Adama, remise en cause depuis son adolescence par d'incessants et humiliants contrôles, s'est retrouvée une ultime fois, sans fondement, entre les mains des agents de la force publique. Lesquels se sont arrogés le droit de livrer mon frère à la mort, en l'étouffant, en ne le secourant pas, en le regardant mourir menottes aux poings, par terre, à leurs pieds.

Je ne demande rien, Monsieur le président, Madame la garde des Sceaux, que ce dont vous êtes les garants. La justice. Le droit de savoir ce qui est arrivé à mon frère. Le droit de comprendre ce qui a conduit à sa mort. Que tout soit mis en œuvre pour la manifestation de la vérité. Rien que ce qui nous est dû, comme le procureur de la République de Nantes a su le rappeler, à propos de la mort d'Aboubakar Fofana, tué à 22 ans ce 3 juillet d'une balle tirée dans le cou par un CRS : *« Une affaire particulièrement grave, puisqu'un jeune homme de 22 ans a perdu la vie. Ce sont des circonstances dramatiques qui nous obligent envers sa famille, qui est en droit d'attendre une enquête approfondie. »*

Nous nous sommes constitués parties civiles avec mes frères, mes sœurs, nos mères. Nous agissons donc, pardon de vous le rappeler... en qualité de victimes. À ce titre, la loi exige que nous soyons associés au déroulement de la procédure.

Associés, nous le sommes. Mais, depuis deux ans, rien ne se déroule.

Depuis deux ans, nous avons bon dos. Malgré les mensonges judiciaires, salissant la mémoire d'Adama (l'invention d'une infection, d'un trouble cardiaque, d'une surconsommation d'alcool ou de drogues) ; malgré ces honteuses tentatives pour justifier

l'injustifiable, la mort de mon petit frère, nous tenons bon. Gardons confiance.

Depuis deux ans, nous attendons que les gendarmes soient au moins entendus, sinon mis en examen concernant « *les circonstances dramatiques* » dans lesquelles mon frère de 24 ans a perdu la vie. Ils sont pourtant les seuls à savoir : Comment Adama a été arrêté ? Comment Adama a été poursuivi ? Comment Adama a été plaqué au sol ? Comment Adama a été étouffé de tout leurs poids ? Pourquoi Adama a été conduit à la gendarmerie plutôt qu'à l'hôpital ? Pourquoi Adama était inconscient au sortir de leur véhicule ? Pourquoi les secours l'ont trouvé au sol, menotté ? Comment est-il mort sous leurs yeux ?

Ces questions ne sont pas seulement celles d'une famille qui considère que la vérité est une issue au deuil. Ce sont aussi les vôtres, celle de tout un pays qui doit comprendre comment il est possible de mourir à 24 ans dans une gendarmerie en France, au XXI<sup>e</sup> siècle, pour rien. Les principes fondamentaux dont vous êtes les garants vous obligent. La vie d'Adama Traoré, citoyen français, ne valait pas moins qu'une autre. Sa mort mérite des réponses.

**Lire aussi :** [Les violences policières se généralisent, constatent les avocats de France](#)

**Source :** Lorène Lavocat pour *Reporterre*

**Photos :** ©Marion Esnault/*Reporterre*

- Emplacement : [Accueil](#) > [Entretien](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Assa-Traore-Face-aux-violences-policieres-la-France-doit-se-lever-et-dire-non>